



*Predsjednik Crne Gore*

Na osnovu člana 95 tačka 3 Ustava Crne Gore donosim

**U K A Z**

**O PROGLAŠENJU ZAKONA O POTVRĐIVANJU KONVENCIJE O OSNIVANJU  
MEĐUNARODNE ORGANIZACIJE ZA ZAKONSKU METROLOGIJU**

Proglašavam **ZAKON O POTVRĐIVANJU KONVENCIJE O OSNIVANJU  
MEĐUNARODNE ORGANIZACIJE ZA ZAKONSKU METROLOGIJU**, koji je donijela  
Skupština Crne Gore 27. saziva na Petoj sjednici Drugog redovnog (jesenjeg) zasijedanja  
u 2021. godini, dana 29. decembra 2021. godine.

**Broj: 01-1314/2**

**Podgorica, 30. decembar 2021. godine**



**Milo Đukanović**

Na osnovu člana 82 stav 1 tačka 17 i člana 91 stav 1 Ustava Crne Gore, Skupština Crne Gore 27. saziva, na Petoj sjednici Drugog redovnog (jesenjeg) zasijedanja u 2021. godini, dana 29. decembra 2021. godine, donijela je

## **ZAKON**

### **O POTVRĐIVANJU KONVENCIJE O OSNIVANJU MEĐUNARODNE ORGANIZACIJE ZA ZAKONSKU METROLOGIJU**

#### **Član 1**

Potvrđuje se Konvencija o osnivanju Međunarodne organizacije za zakonsku metrologiju, potpisana u Parizu, u originalu na francuskom jeziku, 12. oktobra 1955. godine, izmijenjena u januaru 1968. godine izmjenama i dopunama Člana 13, u skladu sa odredbama Člana 39.

#### **Član 2**

Tekst Konvencije iz Člana 1 ovog zakona u originalu na francuskom jeziku i u prevodu na crnogorski jezik, glasi:

### **Convention instituant une Organisation Internationale de Métrologie Légale**

#### **TITRE PREMIER**

#### **OBJET DE L'ORGANISATION**

#### **ARTICLE PREMIER**

Il est institué une Organisation internationale de Métrologie légale. Cette organisation a pour objet:

1 de former un centre de documentation et d'information:

- d'une part, sur les différents services nationaux s'occupant de la vérification et du contrôle des instruments de mesure soumis ou pouvant être soumis à une réglementation légale;
- d'autre part, sur lesdits instruments de mesure envisagés du point de vue de leur conception, de leur construction et de leur utilisation;

2 de traduire et d'éditer les textes des prescriptions légales sur les instruments de mesure et leur utilisation, en vigueur dans les différents États, avec tous commentaires basés sur le droit constitutionnel et le droit administratif de ces États, nécessaires à la complète compréhension de ces prescriptions;

3 de déterminer les principes généraux de la métrologie légale;

4 d'étudier, dans un but d'unification des méthodes et des règlements, les problèmes de caractère législatif et réglementaire de métrologie légale dont la solution est d'intérêt international;



5 d'établir un projet de loi et de règlement types sur les instruments de mesure et leur utilisation;

6 d'élaborer un projet d'organisation matérielle d'un service type de vérification et de contrôle des instruments de mesure;

7 de fixer les caractéristiques et les qualités nécessaires et suffisantes auxquelles doivent répondre les instruments de mesure pour qu'ils soient approuvés par les États membres et pour que leur emploi puisse être recommandé sur le plan international;

8 de favoriser les relations entre les services des Poids et Mesures ou autres services chargés de la métrologie légale de chacun des États membres de l'Organisation.

## **TITRE II**

### **CONSTITUTION DE L'ORGANISATION**

#### **ARTICLE II**

Sont membres de l'Organisation les États parties à la présente Convention.

#### **ARTICLE III**

L'Organisation comprend:

- une Conférence internationale de Métrologie légale,
- un Comité international de Métrologie légale,
- un Bureau international de Métrologie légale, dont il est traité ci-après.

### **Conférence internationale de Métrologie légale**

#### **ARTICLE IV**

La Conférence a pour objet:

1 d'étudier les questions concernant les buts de l'Organisation et de prendre toutes décisions à leur sujet;

2 d'assurer la constitution des organismes directeurs appelés à exécuter les travaux de l'Organisation;

3 d'étudier et de sanctionner les rapports fournis en conclusion de leurs travaux par les divers organismes de métrologie légale créés conformément à la présente Convention.

Toutes les questions qui touchent à la législation et à l'administration propres d'un État particulier sont exclues du ressort de la Conférence, sauf demande expresse de cet État.

#### **ARTICLE V**

Les États parties à la présente Convention font partie de la Conférence à titre de membres, y sont représentés comme il est prévu à l'article VII et sont soumis aux



obligations définies par la Convention. Indépendamment des membres, peuvent faire partie de la Conférence en qualité de Correspondants:

1 les États ou les territoires qui ne peuvent ou ne désirent pas encore être parties à la Convention;

2 les Unions internationales poursuivant une activité connexe à celle de l'Organisation.

Les Correspondants ne sont pas représentés à la Conférence, mais ils peuvent y déléguer des observateurs ayant simplement voix consultative. Ils n'ont pas à verser les cotisations des États membres mais ils doivent supporter les frais de prestation des services qu'ils peuvent demander et les frais d'abonnement aux publications de l'Organisation.

#### ARTICLE VI

Les États membres s'engagent à fournir à la Conférence toute la documentation en leur possession qui, à leur avis, peut permettre à l'Organisation de mener à bien les tâches qui lui incombent.

#### ARTICLE VII

Les États membres délèguent aux réunions de la Conférence des représentants officiels au nombre maximum de trois. Autant que possible, l'un d'eux doit être dans son pays un fonctionnaire, encore en activité, du service des Poids et Mesures ou d'un autre service s'occupant de métrologie légale. Un seul d'entre eux a droit de vote. Ces délégués n'ont pas à être munis des "pleins pouvoirs" sauf, à la demande du Comité, dans des cas exceptionnels et pour des questions bien déterminées. Chaque État supporte les frais relatifs à sa représentation au sein de la Conférence. Les membres du Comité qui ne seraient pas délégués par leur Gouvernement ont le droit de prendre part aux réunions avec voix consultative.

#### ARTICLE VIII

La Conférence décide des Recommandations à faire pour une action commune des États membres dans les domaines désignés à l'article 1er. Les décisions de la Conférence ne peuvent devenir applicables que si le nombre d'États membres présents est au moins égal aux deux tiers du nombre total d'États membres et si elles ont recueilli au minimum les quatre cinquièmes des suffrages exprimés. Le nombre des suffrages exprimés doit être au moins égal aux quatre cinquièmes du nombre des États membres présents. Ne sont pas considérés comme suffrages exprimés les abstentions et les votes blancs ou nuls.

Les décisions sont immédiatement communiquées pour information, étude et recommandation, aux États membres. Ceux-ci prennent l'engagement moral de mettre ces décisions en application dans toute la mesure du possible. Toutefois, pour tout vote concernant l'organisation, la gestion, l'administration, le règlement intérieur de la Conférence, du Comité, du Bureau et toute question analogue, la majorité absolue est suffisante pour rendre immédiatement exécutoire la décision envisagée, le nombre minimum des membres présents et celui des suffrages exprimés étant les mêmes que



cidessus. La voix de l'État membre dont le délégué occupe la présidence est prépondérante en cas d'égalité dans le partage des voix.

#### ARTICLE IX

La Conférence élit dans son sein, pour la durée de chacune de ses sessions, un Président et deux VicePrésidents auxquels est adjoint, à titre de secrétaire, le Directeur du Bureau.

#### ARTICLE X

La Conférence se réunit au moins tous les six ans sur convocation du Président du Comité ou, en cas d'empêchement, sur celle du Directeur du Bureau si celui-ci est saisi d'une demande émanant de la moitié au moins des membres du Comité. Elle fixe, à l'issue de ses travaux, le lieu et la date de sa prochaine réunion ou bien donne délégation au Comité à cet effet.

#### ARTICLE XI

La langue officielle de l'Organisation est la langue française. Toutefois, la Conférence pourra prévoir l'emploi d'une ou de plusieurs autres langues pour les travaux et les débats.

### **Comité international de Métrologie légale**

#### ARTICLE XII

Les tâches prévues à l'article 1er sont entreprises et poursuivies par un Comité international de Métrologie légale, organe de travail de la Conférence.

#### ARTICLE XIII

Le Comité se compose d'un représentant de chacun des États membres de l'Organisation. Ces Représentants sont désignés par le Gouvernement de leur Pays. Ils doivent être des fonctionnaires, en activité, du Service s'occupant des instruments de mesure ou avoir des fonctions officielles actives dans le domaine de la métrologie légale. Ils cessent d'être Membres du Comité dès qu'ils ne répondent plus aux conditions cidessus et il appartient alors aux Gouvernements intéressés de désigner leurs remplaçants. Ils font bénéficier le Comité de leur expérience, de leurs conseils et de leurs travaux, mais n'engagent ni leur Gouvernement, ni leur Administration. Les membres du Comité prennent part de droit aux réunions de la Conférence avec voix consultative. Ils peuvent être l'un des délégués de leur Gouvernement à la Conférence. Le Président peut inviter aux réunions du Comité, avec voix consultative, toute personne dont le concours lui paraît utile.

#### ARTICLE XIV

Les personnes physiques ayant joué un rôle dans la science ou l'industrie métrologiques ou les anciens membres du Comité peuvent, par décision de ce Comité, recevoir le titre de membre d'honneur. Ils peuvent assister aux réunions avec voix consultative.



## ARTICLE XV

Le Comité choisit dans son sein un Président, un premier et un deuxième Vice-Présidents qui sont élus pour une période de six ans et qui sont rééligibles. Toutefois, si leur mandat vient à échéance dans l'intervalle séparant deux sessions du Comité, il sera automatiquement prorogé jusqu'à la deuxième de ces sessions. Le Directeur du Bureau leur est adjoint à titre de secrétaire. Le Comité peut déléguer certaines de ses fonctions à son Président. Le Président remplit les tâches qui lui sont déléguées par le Comité et remplace celui-ci pour les décisions urgentes. Il porte ces décisions à la connaissance des membres du Comité et leur en rend compte dans les moindres délais. Lorsque des questions d'intérêt commun au Comité et à des Organisations connexes sont susceptibles de se poser, le Président représente le Comité auprès de ces organisations. En cas d'absence, d'empêchement, de cessation de mandat, de démission ou de décès du Président, l'intérim est assumé par le premier Vice-Président.

## ARTICLE XVI

Le Comité se réunit au moins tous les deux ans sur convocation de son Président ou, en cas d'empêchement, sur celle du Directeur du Bureau si celui-ci est saisi d'une demande émanant de la moitié au moins des membres du Comité. Sauf motif particulier, les sessions normales ont lieu dans le pays où siège le Bureau. Cependant, des réunions d'information peuvent être tenues sur le territoire des divers États membres.

## ARTICLE XVII

Les membres du Comité empêchés d'assister à une réunion peuvent déléguer leur voix à un de leurs collègues qui est alors leur représentant. Dans ce cas, un même membre ne peut cumuler avec la sienne plus de deux autres voix. Les décisions ne sont valables que si le nombre des présents et des représentés est au moins égal aux trois quarts du nombre des personnalités désignées comme membres du Comité et si le projet a recueilli au minimum les quatre cinquièmes des suffrages exprimés. Le nombre des suffrages exprimés doit être au moins égal aux quatre cinquièmes du nombre des présents et des représentés à la session. Ne sont pas considérés comme suffrages exprimés les abstentions et les votes blancs ou nuls. Dans l'intervalle des sessions, et pour certains cas spéciaux, le Comité peut délibérer par correspondance. Les résolutions prises sous cette forme ne sont valables que si tous les membres du Comité ont été appelés à émettre leur avis et si les résolutions ont été approuvées à l'unanimité des suffrages exprimés, à la condition que le nombre des suffrages exprimés soit au moins égal aux deux tiers du nombre des membres désignés. Ne sont pas considérés comme suffrages exprimés les abstentions et les votes blancs ou nuls. L'absence de réponse dans les délais fixés par le Président est jugée comme équivalant à une abstention.

## ARTICLE XVIII

Le Comité confie les études spéciales, les recherches expérimentales et les travaux de laboratoire aux Services compétents des États membres, après avoir obtenu leur accord formel préalable. Si ces tâches nécessitent certaines dépenses, l'accord spécifie dans quelles proportions ces dépenses sont supportées par l'Organisation. Le Directeur du Bureau coordonne et rassemble l'ensemble des travaux. Le Comité peut confier certaines



tâches, à titre permanent ou temporaire, à des groupes de travail ou à des experts techniques ou juridiques opérant suivant des modalités qu'il aura fixées. Si ces tâches nécessitent certaines rémunérations ou indemnités, le Comité en fixera le montant. Le Directeur du Bureau assume le Secrétariat de ces groupes de travail ou de ces groupes d'experts.

### **Bureau international de Métrologie légale**

#### **ARTICLE XIX**

Le fonctionnement de la Conférence et du Comité est assumé par le Bureau international de Métrologie légale, placé sous la direction et le contrôle du Comité. Le Bureau est chargé de préparer les réunions de la Conférence et du Comité, d'établir la liaison entre les différents membres de ces organismes et d'entretenir les relations avec les États membres ou avec les Correspondants et leurs services intéressés. Il est également chargé de l'exécution des études et des travaux définis à l'article 1er ainsi que de l'établissement des procès-verbaux et de l'édition d'un Bulletin qui est envoyé gratuitement aux États membres. Il constitue le centre de documentation et d'information prévu à l'article 1er. Le Comité et le Bureau assument l'exécution des décisions de la Conférence. Le Bureau n'effectue ni recherches expérimentales, ni travaux de laboratoire. Il peut, cependant, disposer de salles de démonstration convenablement équipées pour étudier le mode de construction et de fonctionnement de certains appareils.

#### **ARTICLE XX**

Le Bureau a son siège administratif en France.

#### **ARTICLE XXI**

Le personnel du Bureau comprend un Directeur et des collaborateurs nommés par le Comité ainsi que des employés ou agents à titre permanent ou temporaire recrutés par le Directeur. Le personnel du Bureau et, s'il y a lieu, les experts visés à l'article XVIII, sont rétribués. Ils reçoivent soit des traitements ou des salaires, soit des indemnités dont le montant est fixé par le Comité. Les statuts du Directeur, des collaborateurs et des employés ou agents sont déterminés par le Comité, notamment en ce qui concerne les conditions de recrutement, de travail, de discipline, de retraite. La nomination, le licenciement ou la révocation des agents et des employés du Bureau sont prononcés par le Directeur, sauf en ce qui concerne les collaborateurs désignés par le Comité, lesquels ne peuvent faire l'objet des mêmes mesures que par décision du Comité.

#### **ARTICLE XXII**

Le Directeur assume le fonctionnement du Bureau sous le contrôle et les directives du Comité devant lequel il est responsable et auquel il doit présenter, à chaque session ordinaire, un compte rendu de gestion. Le Directeur perçoit les recettes, prépare le budget, engage et mandate toutes les dépenses de personnel et de matériel, gère les fonds de trésorerie. Le Directeur est, de droit, secrétaire de la Conférence et du Comité.



## ARTICLE XXIII

Les Gouvernements des États membres déclarent que le Bureau est reconnu d'utilité publique, qu'il est doté de la personnalité civile et que, d'une manière générale, il bénéficie des privilèges et facilités communément accordés aux Institutions intergouvernementales par la législation en vigueur dans chacun des États membres.

## TITRE III

### DISPOSITIONS FINANCIÈRES

## ARTICLE XXIV

La Conférence, pour une période financière égale à l'intervalle de ses sessions, décide:

- du montant global des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Organisation;
- du montant annuel des crédits à placer en réserve pour faire face à des dépenses extraordinaires obligatoires et assurer l'exécution du budget en cas d'insuffisance de recettes. Les crédits sont chiffrés en francs-or. La parité entre le franc-or et le franc français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Pendant la période financière, le Comité peut en appeler aux États membres s'il juge qu'une augmentation de crédits est nécessaire pour faire face aux tâches de l'Organisation ou à une variation des conditions économiques. Si, à l'expiration de la période financière, la Conférence ne s'est pas réunie ou si elle n'a pu délibérer valablement, la période financière est prorogée jusqu'à la session valable suivante. Les crédits primitivement accordés sont augmentés proportionnellement à la durée de cette prorogation. Pendant la période financière, le Comité fixe, dans la limite des crédits accordés, le montant des dépenses de fonctionnement relatives à des exercices budgétaires de durée égale à l'intervalle de ses sessions. Il contrôle le placement des fonds disponibles. Si, à l'expiration de l'exercice budgétaire, le Comité ne s'est pas réuni ou s'il n'a pu délibérer valablement, le Président et le Directeur du Bureau décident de la reconduction, jusqu'à la prochaine session valable, de tout ou partie du budget de l'exercice arrivé à échéance.

## ARTICLE XXV

Le Directeur du Bureau est autorisé à engager et à régler de sa propre autorité les dépenses de fonctionnement de l'Organisation.

Il ne peut:

- régler des dépenses extraordinaires;
- prélever sur les crédits de réserve les fonds nécessaires pour assurer l'exécution du budget en cas d'insuffisance de recettes, qu'après avoir obtenu l'accord du Président du Comité.



Les excédents budgétaires demeurent utilisables pendant toute la période financière. La gestion budgétaire du Directeur doit être soumise au Comité qui la vérifie à chacune de ses sessions. À l'expiration de la période financière, le Comité soumet au contrôle de la Conférence un bilan de gestion. La Conférence fixe la destination à donner aux excédents budgétaires. Le montant de ces excédents pourra venir en déduction des contributions des États membres ou s'ajouter aux crédits placés en réserve.

## ARTICLE XXVI

Les dépenses de l'Organisation sont couvertes:

1 par une contribution annuelle des États membres. Le total des parts contributives pour une période financière est déterminé d'après le montant des crédits accordés par la Conférence, compte tenu d'une évaluation des recettes des postes 2 à 5 ciaprès. En vue de la détermination des parts respectives, les États membres sont répartis en quatre classes d'après la population totale de la métropole et des territoires qu'ils ont déclaré représenter:

Classe 1: Population inférieure ou égale à 10 millions d'habitants;

Classe 2: Population comprise entre 10 millions exclus et 40 millions inclus;

Classe 3: Population comprise entre 40 millions exclus et 100 millions inclus;

Classe 4: Population supérieure à 100 millions.

Le chiffre de population est arrondi au nombre entier de millions inférieur. Lorsque dans un État le degré d'utilisation des instruments de mesure est nettement inférieur à la moyenne, cet État peut demander à être placé dans une classe inférieure à celle que lui assigne sa population. Suivant les classes, les parts sont proportionnelles à 1, 2, 4 et 8. La part contributive d'un État membre est répartie également sur toutes les années de la période financière pour déterminer sa contribution annuelle. Afin de constituer dès l'origine un volant de sécurité destiné à amortir les fluctuations des rentrées de recettes, les États membres consentent des avances sur leurs cotisations annuelles à venir. Le montant de ces avances et leur durée sont fixés par la Conférence. Si, à l'expiration de la période financière, la Conférence ne s'est pas réunie ou n'a pu délibérer valablement, les contributions annuelles sont prorogées aux mêmes taux jusqu'à une session valable de la Conférence;

2 par le produit de la vente des publications et le produit des prestations de services aux Correspondants;

3 par les revenus du placement des sommes constituant les fonds de trésorerie;

4 par les contributions pour la période financière en cours et les droits d'entrée des nouveaux États adhérents - par les contributions rétroactives et les droits d'entrée des États membres réintégrés - par les contributions arriérées des États membres reprenant leurs versements après les avoir interrompus;



5 par des subventions, souscriptions, dons ou legs et des recettes diverses. Pour permettre des travaux spéciaux, des subventions extraordinaires peuvent être allouées par certains États membres. Elles ne sont pas comprises dans le budget général et il en sera tenu des comptes particuliers. Les contributions annuelles sont établies en francs-or. Elles sont payées en francs français ou en toutes devises convertibles. La parité entre le franc-or et le franc français est celle qui est indiquée par la Banque de France, le taux applicable étant le taux au jour du versement. Elles sont versées en début d'année au Directeur du Bureau.

#### ARTICLE XXVII

Le Comité établira un règlement financier basé sur les prescriptions générales des articles XXIV à XXVI cidessus.

#### ARTICLE XXVIII

Un État qui devient membre de l'Organisation au cours de l'une des périodes prévues à l'article XXXVI est lié jusqu'à expiration de celle-ci et se trouve soumis, dès son adhésion, aux mêmes obligations que les membres déjà existants. Un nouvel État membre devient copropriétaire des biens de l'Organisation et doit verser, de ce fait, un droit d'entrée fixé par la Conférence. Sa cotisation annuelle sera calculée comme s'il adhérerait le 1er janvier de l'année suivant celle du dépôt des instruments d'adhésion ou de ratification. Son versement pour l'année en cours sera d'autant de douzièmes de sa cotisation qu'il reste de mois à couvrir. Ce versement ne changera pas les cotisations prévues au titre de l'année en cours pour les autres membres.

#### ARTICLE XXIX

Tout État membre qui n'a pas acquitté ses cotisations pendant trois années consécutives est d'office considéré comme démissionnaire et radié de la liste des États membres. Toutefois la situation de certains États membres qui se trouveraient dans une période de difficultés financières et ne pourraient momentanément faire face à leurs obligations sera examinée par la Conférence qui pourra, dans certains cas, leur accorder des délais ou des remises. L'insuffisance des recettes résultant de la radiation d'un État membre est compensée par un prélèvement sur les crédits de réserve constitués comme il est indiqué à l'article XXIV. Les États membres volontairement démissionnaires et les États membres démissionnaires d'office perdent tout droit de copropriété sur la totalité des biens de l'Organisation.

#### ARTICLE XXX

Un État membre volontairement démissionnaire peut être réintégré sur sa simple demande. Il est considéré alors comme un nouvel État membre, mais le droit d'entrée n'est exigible que si sa démission date de plus de cinq ans. Un État membre démissionnaire d'office peut être réintégré sur sa simple demande sous réserve du règlement de ses cotisations impayées au moment de sa radiation. Ces cotisations rétroactives sont calculées sur la base des cotisations des années antérieures à sa réintégration. Il est ensuite considéré comme un nouvel État membre, mais le droit



d'entrée est calculé en tenant compte, dans des proportions fixées par la Conférence, de ses cotisations antérieures.

#### ARTICLE XXXI

En cas de dissolution de l'Organisation, l'actif sera, sous réserve de tout accord qui pourra être passé entre les États membres qui sont en règle de leurs cotisations à la date de la dissolution et sous réserve des droits contractuels ou acquis du personnel en activité de service ou en retraite, réparti entre les États proportionnellement au total de leurs cotisations antérieures.

### TITRE IV

#### DISPOSITIONS GÉNÉRALES

#### ARTICLE XXXII

La présente Convention restera ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1955 au Ministère des Affaires Étrangères de la République française. Elle sera ratifiée. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République française qui notifiera la date de ce dépôt à chacun des États signataires.

#### ARTICLE XXXIII

Les États qui n'auront pas signé la Convention pourront y adhérer à l'expiration du délai prévu par l'article XXXII. Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République française qui notifiera la date de ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

#### ARTICLE XXXIV

La présente Convention entrera en vigueur trente jours après le dépôt du seizième instrument de ratification ou d'adhésion\*. Elle entrera en vigueur, pour chaque État qui la ratifie ou y adhère après cette date, trente jours après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion. Le Gouvernement de la République française notifiera à chacune des Parties contractantes la date d'entrée en vigueur de la Convention.

\* Formalité remplie le 28 mai 1958.

#### ARTICLE XXXV

Tout État peut, au moment de la signature, de la ratification ou à tout autre moment, déclarer, par notification adressée au Gouvernement de la République française, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international. La présente Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suit la date à laquelle le Gouvernement de la République française aura reçu la notification. Le Gouvernement de la République française transmettra cette notification aux autres Gouvernements.



#### ARTICLE XXXVI

La présente Convention est conclue pour une période de douze années à compter de sa première entrée en vigueur. Elle restera par la suite en vigueur pour une période de six ans et ainsi de suite entre les Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme. La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Gouvernement de la République française qui en avisera les Parties contractantes.

#### ARTICLE XXXVII

L'Organisation pourra être dissoute par décision de la Conférence, pour autant que les délégués soient, au moment du vote, munis des "pleins pouvoirs" à cet effet.

#### ARTICLE XXXVIII

Si le nombre des parties à la présente Convention se trouve ramené à moins de seize, la Conférence pourra consulter les États membres sur le point de savoir s'il y a lieu de considérer la Convention comme caduque.

#### ARTICLE XXXIX

La Conférence peut recommander aux Parties contractantes des amendements à la présente Convention. Toute Partie contractante acceptant un amendement notifiera par écrit son acceptation au Gouvernement de la République française qui avisera les autres Parties contractantes de la réception de la notification d'acceptation. Un amendement entrera en vigueur trois mois après que les notifications d'acceptation de toutes les Parties contractantes auront été reçues par le Gouvernement de la République française. Lorsqu'un amendement aura été ainsi accepté par toutes les Parties contractantes, le Gouvernement de la République française en avisera toutes les autres Parties contractantes ainsi que les Gouvernements signataires en leur faisant connaître la date de son entrée en vigueur. Après l'entrée en vigueur d'un amendement, aucun Gouvernement ne pourra ratifier la présente Convention ou y adhérer sans accepter également cet amendement.

#### ARTICLE XL

La présente Convention sera rédigée en langue française en un seul original, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Paris, le 12 octobre 1955 (modifiée en janvier 1968 par amendement de l'Article XIII)



# **Konvencija kojom se osniva Međunarodna organizacija za zakonsku metrologiju**

## **POGLAVLJE I**

### **SVRHA ORGANIZACIJE**

#### **ČLAN I**

Ovim se osniva Međunarodna organizacija za zakonsku metrologiju. Svrha ove organizacije je:

1) da uspostavi dokumentacioni i informacioni centar:

- s jedne strane, o različitim nacionalnim ustanovama koje se bave ispitivanjem i provjerom mjernih instrumenata koja su podvrgnuta ili mogu biti podvrgnuta pravnim propisima;
- s druge strane, o gorepomenutim mjernim instrumentima s gledišta njihove koncepcije, konstrukcije i upotrebe;

2) da prevede i uredi tekstove zakonskih uslova za mjerne instrumente i njihovu upotrebu koji su na snazi u različitim državama, sa svim tumačenjima koja proističu iz ustavnih i administrativnih zakona ovih država, a koja su neophodna za potpuno razumijevanje ovih uslova;

3) da odredi opšta načela zakonske metrologije;

4) da prouči, imajući u vidu objedinjavanja metoda i propisa, probleme zakonske metrologije, zakonskog i regulatornog karaktera, čije je rješavanje od međunarodnog interesa;

5) da uspostavi model nacrtu zakona i propisa za mjerila i njihovu upotrebu;

6) da sastavi praktični organizacioni nacrt plana za model usluga za nadzor i provjeru mjernih instrumenata;

7) da odredi nužne i prikladne karakteristike i standarde sa kojima mjerila moraju biti u skladu kako bi ih odobrila država članica i kako bi se njihova upotreba preporučila na međunarodnom nivou;

8) da promoviše bliže odnose između ustanova za tegove i mjere ili drugih ustanova odgovornih za zakonsku metrologiju u svakoj državi članici Organizacije.

## **POGLAVLJE II**

### **STATUT ORGANIZACIJE**

#### **ČLAN II**

Članice Organizacije su države potpisnice ove konvencije.



### ČLAN III

Organizacija obuhvata:

- Međunarodnu konferenciju za zakonsku metrologiju,
- Međunarodni komitet za zakonsku metrologiju,
- Međunarodni biro za zakonsku metrologiju, opisani u daljem tekstu.

### **Međunarodna konferencija za zakonsku metrologiju**

### ČLAN IV

Svrha Konferencije je:

- 1) da prouči pitanja koja se odnose na ciljeve Organizacije i donese sve odluke u vezi sa njima;
- 2) da osigura uspostavljanje upravnih tijela čiji je zadatak vođenje rada Organizacije;
- 3) da prouči i odobri izvještaje koje su različita tijela za zakonsku metrologiju, uspostavljena u skladu s ovom konvencijom, napravila po završetku njihovog rada.

Sva pitanja koja se odnose na zakonodavstvo i administraciju određene države isključuju se iz nadležnosti Konferencije, osim na izričit zahtjev te države.

### ČLAN V

Države potpisnice ove konvencije članice su Konferencije i na njoj su zastupljene, kao što je navedeno u Članu 7, te preuzimaju obaveze određene ovom konvencijom. Osim članova, kao dopisni članovi, u radu Konferencije mogu učestvovati:

- 1) Države, ili teritorije koja ne mogu ili još ne žele postati potpisnice ove konvencije;
- 2) Međunarodna udruženja koja se bave djelatnošću povezanom s djelatnošću Organizacije.

Dopisni članovi ne mogu biti zastupljeni na Konferenciji, ali mogu imenovati posmatrača na njoj samo u savjetodavnom svojstvu. Oni ne plaćaju članarinu kao države članice, ali plaćaju cijenu pruženih usluga koje zatraže i pretplatu na publikacije Organizacije.

### ČLAN VI

Države članice obavezuju se da će Konferenciji dostaviti svu dokumentaciju u njihovom vlasništvu koja, po njihovom mišljenju, omogućava Organizaciji izvršenje zadataka koji su joj povjereni.

### ČLAN VII

Države članice opunomoćuju najviše tri zvanična predstavnika za sjednice Konferencije. Ukoliko je to moguće, jedan od njih je službenik u svojoj državi, u ustanovi za tegove i mjere ili drugoj ustanovi koja se bavi zakonskom metrologijom. Samo jedan od njih može glasati. Ovi delegati ne moraju imati „puna ovlašćenja“, osim na zahtjev Komiteta u



vanrednim slučajevima i za jasno definisana pitanja. Svaka država snosi troškove koji proizlaze iz njenog predstavljanja na Konferenciji. Članovi Komiteta koje nije imenovala njihova vlada imaju pravo da učestvuju na sjednicama kao savjetnici.

#### ČLAN VIII

Konferencija odlučuje o preporukama koje treba napraviti za zajedničko djelovanje zemalja članica u oblastima navedenim u Članu 1. Odluke Konferencije mogu postati djelotvorne samo ako je broj prisutnih država članica najmanje dvije trećine od ukupnog broja država članica te ako dobiju najmanje četiri petine glasova onih koji su glasali. Broj datih glasova mora biti najmanje četiri petine od broja prisutnih država članica. Suzdržavanje od glasanja i prazni ili ništavni glasovi ne smatraju se datim glasovima.

Odluke se odmah dostavljaju državama članicama na uvid, razmatranje i preporuke. Države članice moralno su obavezne primijeniti te odluke koliko god je to moguće. Međutim, za sva glasanja koja se odnose na organizaciju, upravljanje, administraciju i poslovanje Konferencije, Komiteta i Biroa i druga slična pitanja dovoljna je apsolutna većina da bi se odmah donijela odluka u pitanju, s tim da najmanji broj prisutnih članova i datih glasova imaju jednak učinak. Glas države članice čiji delegat predsjedava, odlučujući je u slučaju jednake raspodjele glasova.

#### ČLAN IX

Konferencija za svaku svoju sjednicu od svojih članova bira predsjednika i dva potpredsjednika kojima se kao sekretar pridružuje direktor Biroa.

#### ČLAN X

Konferencija se sastaje najmanje svakih šest godina na poziv predsjednika Komiteta, a ako nešto to spriječi, na poziv direktora Biroa ukoliko on/ona primi zahtjev za to od najmanje polovine članova Komiteta. Konferencija na kraju svog rada utvrđuje mjesto i datum svoje iduće sjednice ili, u protivnom, prenosi tu odgovornost na Komitet.

#### ČLAN XI

Službeni jezik Organizacije je francuski. Međutim, Konferencija može obezbijediti upotrebu jednog ili više drugih jezika za svoj rad i rasprave.

### **Međunarodni komitet za zakonsku metrologiju**

#### ČLAN XII

Zadatke predviđene Članom 1 preuzima i sprovodi Međunarodni komitet za zakonsku metrologiju, radno tijelo Konferencije.

#### ČLAN XIII

Komitet se sastoji od predstavnika svih država članica Organizacije. Ove predstavnike imenuju vlade njihovih država. Oni su službenici u ustanovi koja se bavi mjernim instrumentima ili imaju aktivne službene funkcije u oblasti zakonske metrologije. Oni



prestaju biti članovi Komiteta čim prestanu zadovoljavati gorenavedene uslove i tada će njihove vlade imati zadatak da imenuju njihove nasljednike. Oni Komitetu pružaju benefite svog iskustva, savjeta i rada, ali ne obavezuju svoju vladu niti svoju administraciju. Članovi Komiteta učestvuju kao punopravni članovi i kao savjetnici na sjednicama Konferencije. Oni mogu biti jedan od delegata svojih vlada na ovoj konferenciji. Predsjednik može na sjednice Komiteta pozvati kao savjetnika bilo koje lice čije prisustvo može biti korisno.

#### ČLAN XIV

Lica koje učestvuju u metrološkoj nauci ili industriji, ili bivši članovi Komiteta, mogu odlukom Komiteta dobiti zvanje počasnog člana. Oni na sjednicama mogu učestvovati kao savjetnici.

#### ČLAN XV

Komitet bira predsjednika, prvog i drugog potpredsjednika među svojim članovima na razdoblje od šest godina a i nakon toga ispunjavaju uslove za ponovno biranje. Međutim, ukoliko njihov mandat ističe u razdoblju između dvije sjednice, on se automatski produžava do druge sjednice. Direktor Biroa pridružuje im se kao sekretar. Komitet može prenijeti određene dužnosti na svog predsjednika. Predsjednik obavlja zadatke koje mu je povjerio Komitet a može i zamijeniti Komitet kad je potrebno hitno donijeti odluke. On mora upoznati članove Komiteta s tim odlukama i izvijestiti ih o odlukama bez odlaganja. Kad se pojave pitanja od zajedničkog interesa za Komitet i srodne Organizacije, predsjednik zastupa Komitet pred tim organizacijama. U slučaju odsutnosti, spriječenosti, prestanka mandata, ostavke ili smrti predsjednika, njegove dužnosti privremeno obavlja prvi potpredsjednik.

#### ČLAN XVI

Komitet se sastaje najmanje svake dvije godine na zahtjev predsjednika ili, ukoliko nešto to spriječi, na poziv direktora Biroa, ukoliko on/ona za to primi zahtjev od najmanje polovine članova Komiteta. Osim zbog posebnih razloga, redovne sjednice se održavaju u državi u kojoj je sjedište Biroa. Sjednice sa svrhom obavještanja mogu se međutim održati na teritoriji bilo koje države članice.

#### ČLAN XVII

Članovi Komiteta koji ne mogu biti na sjednici mogu povjeriti svoj glas jednom od svojih kolega koji je u tom slučaju njihov predstavnik. U tom slučaju jedan član uz svoj glas ne može imati više od dva dodatna glasa. Odluke su validne samo ako je broj prisutnih i zastupljenih najmanje tri četvrtine od broja lica koja su određena za članove Komiteta, te ako ih podrži najmanje četiri petine datih glasova. Broj datih glasova mora iznositi najmanje četiri petine od broja onih koji su prisutni ili zastupljeni na sjednici. Suzdržavanje od glasanja i prazni ili ništavni glasovi ne smatraju se datim glasovima. Između sjednica, i u određenim posebnim slučajevima, s Komitetom se može posavjetovati dopisno. Odluke donešene na taj način validne su samo ako su članovi Komiteta pozvani da daju svoje mišljenje, te ako svi koji glasaju jednoglasno odobre te odluke, pod uslovom da je broj datih glasova iznosi najmanje dvije trećine od broja određenih članova. Suzdržavanje



od glasanja i prazni ili ništavni glasovi ne smatraju se datim glasovima. Ukoliko se ne odgovori u roku koji je utvrdio predsjednik, to se smatra suzdržavanjem od glasanja.

#### ČLAN XVIII

Komiteet povjerava svoje posebne studije, eksperimentalna istraživanja i laboratorijski rad mjerodavnim ustanovama država članica nakon što za to dobije njihov formalni pristanak. Ukoliko takvi zadaci podrazumijevaju određene troškove, sporazumom se utvrđuje koji dio tih troškova snosi Organizacija. Direktor Biroa usklađuje i objedinjuje ovaj rad. Komiteet može određene zadatke trajno ili privremeno povjeriti radnim jedinicama ili tehničkim ili zakonskim stručnjacima koji rade u skladu sa metodama koje je Komiteet uspostavio. Ukoliko ti zadaci uključuju plaćanje bilo kakve nagrade ili naknade, njihovu visinu određuje Komiteet. Direktor Biroa preuzima dužnosti sekretara za ove radne jedinice ekspertskih grupa.

#### **Međunarodni biro za zakonsku metrologiju**

#### ČLAN XIX

Rad Konferencije i Komiteeta obezbjeđuje Međunarodni biro za zakonsku metrologiju, pod upravom i nadzorom Komiteeta. Biro je odgovoran za pripremu sjednica Konferencije i Komiteeta, za uspostavljanje veza između različitih članova tih tijela, te za održavanje odnosa sa državama članicama ili sa dopisnim članovima i njihovim ustanovama. Biro je takođe odgovoran za izvođenje studija i rad definisanim Članom 1, te za vođenje zvanične evidencije i izdavanje Biltena koje se besplatno šalje državama članicama. Biro mora osnovati dokumentacioni i informacioni centar u skladu sa Članom 1. Komiteet i Biro su odgovorni za sprovođenje odluka Konferencije. Biro ne smije sprovoditi eksperimentalna istraživanja ili laboratorijski rad. On može, međutim, upotrebljavati prikladno opremljene prostorije za eksperimente za proučavanje forme konstrukcije i rada određenih uređaja.

#### ČLAN XX

Administrativno sjedište Biroa je u Francuskoj.

#### ČLAN XXI

Osoblje Biroa čine direktor i njegovi pomoćnici koje imenuje Komiteet, kao i službenici ili agenti, stalni ili privremeni, koje odabira direktor. Osoblje Biroa i, ako se za to pokaže potreba, stručnjaci o kojima se govori u Članu 18, primaju platu. Oni primaju platu ili dnevnice, ili naknade čiji iznos određuje Komiteet. Status direktora, pomoćnika, službenika ili agenata određuje Komiteet, posebno kada su u pitanju uslovi izbora, rada, discipline i penzije. Direktor imenuje, otpušta i razrješava službenike i agente Biroa, osim asistente koje imenuje Komiteet i koji samo odlukom Komiteeta mogu biti podvrgnuti tim mjerama.

#### ČLAN XXII

Direktor je odgovoran za rad Biroa pod nadzorom i upravom Komiteeta, kome i odgovara i kome na svakoj redovnoj sjednici podnosi izvještaj o izvršenju poslova. Direktor prikuplja prihode, priprema budžet i odgovoran je za sve izdatke u odnosu na osoblje i opremu, te upravlja sredstvima. Direktor je po dužnosti sekretar Konferencije i Komiteeta.



## ČLAN XXIII

Vlade država članica izjavljuju da je Biro priznat kao javna korist, da ima pravni status i da će, uopšteno govoreći, uživati povlastice i olakšice koje se obično dodjeljuju međuvladinim tijelima prema zakonima na snazi u svakoj od tih država članica.

## POGLAVLJE III

### FINANSIJSKE ODREDBE

## ČLAN XXIV

Za finansijsko razdoblje koje odgovara razdoblju između njene dvije sjednice, Konferencija odlučuje o:

- ukupnom iznosu sredstava potrebnom da se pokriju troškovi rada Organizacije;
- godišnjem iznosu rezervi kako bi se pokrili osnovni hitni troškovi, te kako bi se osiguralo izvršenje budžeta u slučaju da nema dovoljno prihoda.

Sredstva se računaju u zlatnim francima. Paritet zlatnog franka i francuskog franka utvrđuje se prema kursu Banke Francuske. Tokom određenog finansijskog razdoblja Komitet može pozvati države članice, ako smatra da je porast sredstava neophodan, kako bi se ispunile obaveze organizacije ili usljed promjena ekonomskih uslova. Po isteku tog finansijskog razdoblja, ukoliko se Konferencija nije sastala ili ukoliko nije bila u mogućnosti da održi validnu raspravu, to se finansijsko razdoblje produžava sve do iduće validne sjednice. Početna sredstva se povećavaju proporcionalno trajanju ovog produžetka. Tokom finansijskog razdoblja, u okviru granica dodijeljenih sredstava, Komitet određuje iznos troškova njegovog rada koji se odnosi na razdoblja budžeta koja su istog trajanja kao i razmak između njegovih sjednica. Komitet takođe nadgleda ulaganja raspoloživih sredstava. Po isteku budžetske godine, ukoliko se Komitet nije sastajao ili ukoliko nije bio u mogućnosti da održi validnu raspravu, predsjednik i direktor Biroa odlučuju o produžetku cijelog budžeta ili njegovog dijela za proteklu finansijsku godinu sve do iduće validne sjednice.

## ČLAN XXV

Direktor Biroa je ovlašćen da samostalno preduzima i plaća troškove rada Organizacije. Međutim, bez prethodno dobijenog pristanka predsjednika Komiteta ne može:

- plaćati vanredne troškove, ili
- uzimati novac iz rezervi koje su uspostavljene u svrhu osiguranja izvršenja budžeta u slučaju da nema dovoljno prihoda.

Višak u budžetu ostaje za upotrebu tokom čitavog finansijskog razdoblja. Direktorovo upravljanje budžetom mora odobriti Komitet, koji to upravljanje pregleda na svakoj svojoj sjednici. Po isteku jednog finansijskog razdoblja Komitet podnosi Konferenciji bilanse



stanja svog upravljanja. Konferencija odlučuje što će se uraditi s bilo kojim viškom. Iznos tog viška može ili omogućiti smanjenje finansijskih obaveza država članica, ili se staviti u rezervna sredstva.

## ČLAN XXVI

Troškovi Organizacije pokrivaju se:

1) godišnjim doprinosima država članica. Ukupni doprinosi za određeno finansijsko razdoblje utvrđuju se u skladu sa iznosom sredstava koje dodjeljuje Konferencija, uzimajući u obzir i procjenu primanja koja proizilaze iz doljenavedenih stavova od 2 do 5. Da bi se utvrdili srazmjerni udjeli država članica, one se dijele u četiri kategorije, u skladu s njihovim ukupnim brojem stanovnika i zastupljenih teritorija.

Klasa 1: države sa 10 miliona stanovnika ili manje;

Klasa 2: države s više od 10 do, i uključujući, 40 miliona stanovnika;

Klasa 3: države s više od 40 do, i uključujući, 100 miliona stanovnika;

Klasa 4: države s više od 100 miliona stanovnika.

Broj stanovnika se zaokružuje na niži milion. Kad je upotreba mjernih instrumenata u bilo kojoj državi znatno ispod prosjeka, država može podnijeti zahtjev da se uvrsti u niži razred od onoga koji joj je dodijeljen u skladu sa brojem njenog stanovništva. U zavisnosti od klase, doprinosi su proporcionalni brojevima 1, 2, 4 i 8. Udio države članice raspodjeljuje se na jednake djelove tokom svih godina finansijskog razdoblja kako bi se odredio njen godišnji doprinos. Radi uspostavljanja sigurnosne granice od samog početka, a kako bi se nadoknadile sve fluktuacije u primanjima, države članice dogovorile su se da unaprijed plate svoje buduće godišnje obaveze. Tačan iznos i trajanje ovih avansa određuje Konferencija. Ukoliko se nakon isteka finansijskog razdoblja Konferencija nije sastajala ili nije bila u mogućnosti da održi validnu raspravu, godišnji doprinosi obnavljaju se po istim stopama sve dok se ne održi validna sjednica.

2) prihodima od prodaje publikacija i prihodima od pružanja usluga dopisnim članovima;

3) prihodima od ulaganja sredstava;

4) doprinosima za tekuće finansijsko razdoblje i članarinama za nove države članice - retroaktivnim doprinosima i naknadama za ponovno primljene države članice - neizmirenim doprinosima država članica koje ponovno počinju plaćati nakon prekida u plaćanju;

5) subvencijama, pretplatama, donacijama, nasljeđem i različitim drugim prihodima. Za finansiranje posebnih poslova određene države članice mogu izdvojiti vanredne subvencije. One nisu uključene u opšti budžet već se stavljaju na posebne račune. Godišnji doprinosi se računaju u zlatnim francima. Plaćaju se u francuskim francima ili u bilo kojoj drugoj konvertibilnoj valuti. Paritet zlatnog franka i francuskog franka utvrđuje se prema kursu Banke Francuske na dan uplate. Doprinosi se plaćaju na početku godine direktoru Biroa.



## ČLAN XXVII

Komitet priprema finansijski kodeks utemeljen na opštim odredbama gorenavedenih članova 24 do 26.

## ČLAN XXVIII

Država koja postaje članica Organizacije tokom jednog od razdoblja navedenih u Članu 36, obavezna je ostati članica sve do isteka tog razdoblja, i od trenutka njenog pristupanja za nju važe iste obaveze kao i za postojeće članove. Nova država članica postaje zajednički vlasnik imovine Organizacije i s obzirom na to plaća članarinu koju određuje Konferencija. Njena godišnja članarina računa se kao da je ona pristupila 1. januara prve godine nakon deponovanja njenih instrumenata pristupanja ili ratifikacije. Njena uplata za tekuću godinu iznosi onoliko dvanaestina njene članarine koliko mjeseci ostaje u toj godini. Ova uplata ne mijenja članarinu koja je utvrđena za tekuću godinu za druge članove.

## ČLAN XXIX

Sve države članice koje ne plate članarinu za tri uzastopne godine smatraće se da su službeno istupile iz članstva i brišu se iz spiska država članica. Međutim, položaj nekih država članica koje su u finansijskim poteškoćama te trenutno ne mogu platiti svoje obaveze razmotriće Konferencija koja u određenim slučajevima može odobriti odgodu ili oprost. Manjak prihoda koji nastaje usljed isključivanja države članice nadoknađuje se iz rezervnih sredstava, uspostavljenih kako je objašnjeno u Članu 24. Države članice koje dobrovoljno istupaju i države članice za koje se službeno smatra da su istupile gube sva prava na zajedničko vlasništvo nad imovinom Organizacije.

## ČLAN XXX

Država članica koja dobrovoljno istupi može ponovno biti primljena na njen vlastiti zahtjev. Ona se tada smatra novom državom članicom, ali članarinu plaća samo ako je istupila prije više od pet godina. Države članice za koje se službeno smatra da su istupile mogu biti ponovno primljene na njihov zahtjev pod uslovom da plate neplaćenu članarinu koju su trebale platiti u trenutku brisanja. Takvi retroaktivni doprinosi obračunavaju se na osnovu članarine za godine koje prethode njenom ponovnom primanju. Ona se stoga smatra novom državom članicom, ali se pristupnina obračunava uzimajući u obzir njene prethodne članarine, u odnosu koji utvrdi Konferencija.

## ČLAN XXXI

U slučaju raspuštanja Organizacije njena imovina se raspodjeljuje između država članica srazmjerno njihovim prethodnim uplatama prema dogovoru koji se postigne između država članica koje su platile svoje obaveze do dana raspuštanja i s obzirom na ugovorena ili stečena prava aktivnog ili penzionisanog osoblja.



**POGLAVLJE IV**  
**OPŠTE ODREDBE**

**ČLAN XXXII**

Ova konvencija ostaje otvorena za potpisivanje do 31. decembra 1955. godine u Ministarstvu vanjskih poslova Francuske Republike. Ona mora biti ratifikovana. Instrumenti ratifikacije deponuju se u Vladi Francuske Republike koja obavještava svaku državu potpisnicu o datumu njenog deponovanja.

**ČLAN XXXIII**

Države koje ne potpišu Konvenciju mogu joj pristupiti nakon isteka vremena predviđenog Članom 32. Instrumenti ratifikacije deponuju se u Vladi Francuske Republike koja obavještava sve vlade potpisnice i pristupnice o datumu njihovog deponovanja.

**ČLAN XXXIV**

Ova konvencija stupa na snagu trideset dana nakon deponovanja šesnaestih instrumenata ratifikacije ili pristupanja\*. Ona stupa na snagu za svaku državu koja je ratifikuje ili koja joj pristupi nakon tog dana, trideset dana nakon deponovanja svojih instrumenata ratifikacije ili pristupanja. Vlada Francuske Republike obavještava svaku od ugovornih strana o datumu stupanja na snagu ove konvencije.

\* Konvencija je stupila na snagu 28. maja 1958. godine.

**ČLAN XXXV**

Svaka država može u vrijeme potpisivanja, ratifikacije ili bilo koje drugo vrijeme izjaviti obavještenjem upućenim Vladi Francuske Republike da se ova konvencija primjenjuje na svim teritorijama ili na njihovom dijelu koje ona predstavlja na međunarodnom nivou. Ova konvencija primjenjuje se na teritorijama određenim u ovom obavještenju tridesetog dana od dana kada Vlada Francuske Republike primi to obavještenje. Vlada Francuske Republike dostavlja to obavještenje svim drugim vladama.

**ČLAN XXXVI**

Ova konvencija zaključena je na razdoblje od dvanaest godina računajući od dana njenog stupanja na snagu. Stoga, ona ostaje na snazi u uzastopnim šestogodišnjim periodima između onih Ugovornih strana koje je nisu otkazale najmanje šest mjeseci prije isteka prethodnog razdoblja. Obavještenje o raskidu mora se poslati pisanim putem Vladi Francuske Republike koja tada obavještava sve ugovorne strane.

**ČLAN XXXVII**

Organizacija se može raspustiti odlukom Konferencije ukoliko delegati imaju „puno ovlašćenje“ da to i učine u tom trenutku.



## ČLAN XXXVIII

Ukoliko je broj strana u ovoj konvenciji smanjen na manje od šesnaest, Konferencija se može posavjetovati sa državama članicama kako bi odlučile ima li razloga da se smatra da je Konvencija propala.

## ČLAN XXXIX

Konferencija može ugovornim stranama predložiti izmjene i dopune ove konvencije. Svaka ugovorna strana koja prihvati bilo koju izmjenu i dopunu obavještava Vladu Francuske Republike pisanim putem o svom prihvaćanju, a ona dalje obavještava druge ugovorne strane o prijemu takvog obavještenja o prihvaćanju. Izmjena i dopuna stupa na snagu tri mjeseca nakon što Vlada Francuske Republike primi obavještenje o prihvaćanju od svih ugovornih strana. Kada sve ugovorne strane prihvate takvu izmjenu i dopunu, Vlada Francuske Republike obavještava sve druge ugovorne strane kao i vlade potpisnice, obavještavajući ih o datumu stupanja na snagu te izmjene i dopune. Kada izmjena i dopuna stupi na snagu, nijedna vlada ne može ratifikovati ovu konvenciju ili joj pristupiti bez prihvatanja te izmjene i dopune.

## ČLAN XL

Ova konvencija je sačinjena na francuskom jeziku u jednom primjerku koji se deponuje u arhivama Vlade Francuske Republike, koja šalje ovjerene kopije svim vladama potpisnicama i pristupnicama.

Sačinjena u Parizu 12. oktobra 1955. godine (modifikovana u januaru 1968. godine izmjenama i dopunama Člana 13.)

## Član 3

Ovaj zakon stupa na snagu osmog dana od dana objavljivanja u „Službenom listu Crne Gore – Međunarodni ugovori“.

Broj: 01-1/21-1/4

EPA 240 XXVII

Podgorica, 29. decembar 2021. godine

SKUPŠTINA CRNE GORE 27. SAZIVA

PREDSJEDNIK

Aleksa Bečić

